

5 000 dollars par seconde

Budgets et déficits records pour la guerre la plus chère de l'Histoire

Par **Luc Mampaey**, Chercheur au GRIP

30 avril 2008

Résumé

Le budget du département américain de la Défense demandé par George W. Bush s'élève à 588,3 milliards de dollars pour l'exercice 2009, en hausse de 7,5% par rapport à 2008. Depuis 2001, les dépenses supplémentaires pour faire face à la « guerre totale contre la terreur » se chiffrent déjà à plus de 800 milliards de dollars.

Le président Bush entendait vendre aux Américains une guerre rapide, gratuite et glorieuse. Elle tourne au désastre humanitaire et est en passe de devenir la guerre la plus chère de l'Histoire : plus de 3 000 milliards de dollars, selon le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz.

Plusieurs générations d'Américains et d'Irakiens finiront inévitablement par payer le prix vrai de cette guerre, qui ne se mesure pas seulement en dollars sonnants et trébuchants, mais aussi en déficit durable pour la sécurité nationale et internationale ainsi que pour les libertés constitutionnelles.

Abstract

5,000 dollars per second. Record budgets and deficits for the most expensive war in History

The budget for the U.S. Department of Defense requested by George W. Bush stood at 588.3 billion dollars for Fiscal Year 2009, a 7.5 percent increase over the FY2008 level. Since 2001, the additional costs of coping with the "Global War On Terror" already amounted to over 800 billion dollars.

President Bush intended to sell to Americans a quick, free and glorious war. It turned into a humanitarian disaster and is becoming the most expensive war in History: more than 3 trillion, according to the Nobel laureate economist Joseph Stiglitz.

Several generations of Americans and Iraqis will end up paying the true cost of this war, which is not only measured in hard cash, but also in sustainable deficit for national and international security and for constitutional freedoms.

1. Un huitième budget de guerre

Le 4 février 2008, George W. Bush a présenté au Congrès sa proposition de budget du département de la Défense (DoD) pour l'exercice 2009. Le budget de base du DoD pour 2009, en hausse de 7,5% par rapport à celui de 2008, s'établit à 518,3 milliards de dollars auxquels il faut dès à présent ajouter une première demande supplémentaire de 70 milliards pour faire face au coût de la « guerre totale contre la terreur » (ou GWOT, « *Global War On Terror* »).

National Defense Budget Authority pour 2009 en milliards USD, aux prix de 2009

Budget Authority	FY 2009
051 - Department of Defense (DoD)	588,3
051 - Base DoD Budget	518,3
051 - Additional GWOT Requests	70,0
053/054 - Total Defense related	22,8
053 - DoE (Atomic Energy Defense Activities)	17,2
054 - Homeland Security, CIA, FBI, etc.	5,7
050 - Total NATIONAL DEFENSE	611,1

Source : *National Defense Budget Estimates for FY2009* (« *Green Book* »), Department of Defense, mars 2008, http://www.defenselink.mil/comptroller/defbudget/fy2009/fy2009_greenbook.pdf

Aux dépenses du DoD (qui correspondent au titre 051 dans le budget fédéral), il faut en outre additionner les dépenses liées à la défense dans les autres départements, notamment les activités nucléaires militaires du département de l'Énergie ou celles de la sécurité intérieure (*Homeland Security*). L'ensemble nous conduit au titre 050 du budget fédéral – *National Defense* – et se chiffre à un total de 611 milliards de dollars pour l'exercice 2009, ce qui correspond à 4,5% du PIB et à plus de 20% de l'ensemble du budget fédéral.

Le DoD insiste sur les dépenses sociales contenues dans ce budget : une meilleure couverture sociale pour les 9,2 millions d'ayants droit (les militaires d'active et retraités, le personnel civil, et leurs familles) ainsi que des hausses salariales de 3,4% pour les militaires et de 2,9% pour le personnel civil. Les quelque 2,2 millions de fonctionnaires du DoD (1,3% de la population active aux États-Unis) verront donc leurs conditions s'améliorer grâce à un budget de guerre financé par les coupes sombres réalisées dans toutes les autres dépenses sociales du budget fédéral, et les 98,7% restant de la population active des États-Unis en paieront une fois de plus les conséquences.

Comme chaque année, la première estimation de 70 milliards au titre d'« *Additional GWOT requests* » pour financer la « guerre contre le terrorisme » se révélera largement insuffisante, et il faut s'attendre à voir ce montant doubler, voire tripler en cours d'exercice. Pourtant, ces données budgétaires, aussi impressionnantes soient-elles, ne sont en réalité que la partie visible et très partielle du coût réel de la « GWOT », et en particulier de la guerre en Irak.

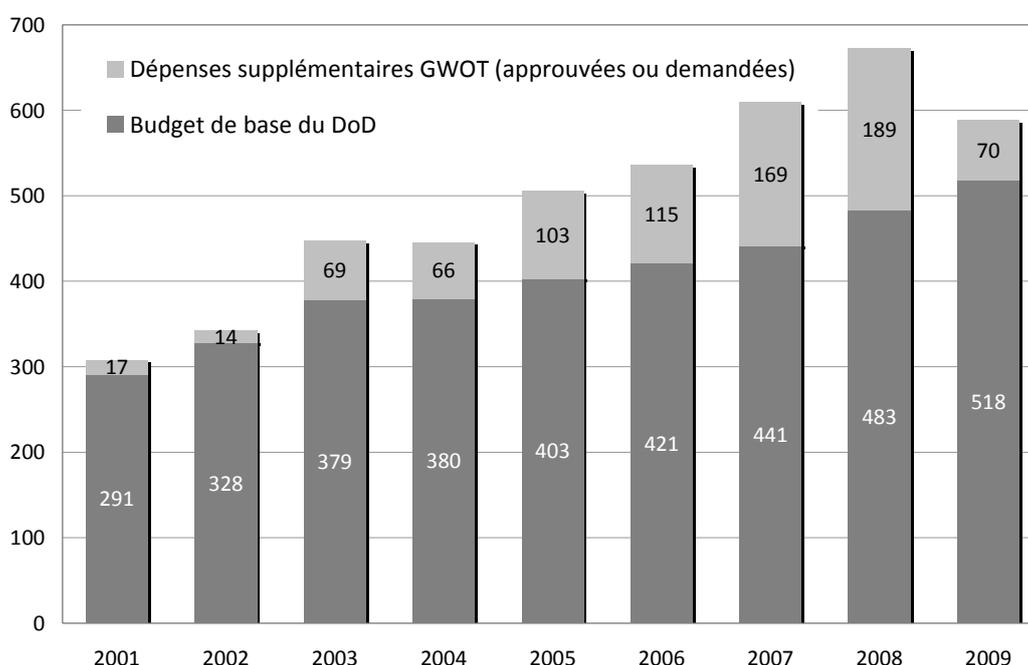
2. Près de 100 fois le budget de l'ONU en 2008

À la veille de la guerre, au début de l'année 2003, le conseiller économique du président Bush et ancien directeur du *National Economic Council*, Larry Lindsey, avait suggéré que le coût de la guerre en Irak pourrait atteindre 200 milliards de dollars. Le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld avait jugé cette évaluation très exagérée et son adjoint Paul Wolfowitz alla jusqu'à prétendre que la guerre s'autofinancerait grâce aux bénéfices de la reconstruction post-conflit et à l'accroissement des revenus pétroliers. Le directeur de l'*Office of Management and Budget*, Mitch Daniels, et Donald Rumsfeld tombèrent finalement d'accord sur une fourchette de 50 à 60 milliards (57 à 69 milliards aux prix de 2007), dont une partie serait financée par d'autres pays.

Cinq ans plus tard, l'ardoise budgétaire affiche pourtant une somme dépassant les 800 milliards de dollars en dépenses supplémentaires pour couvrir le coût opérationnel – les dépenses courantes – des guerres en Irak et en Afghanistan. L'Irak absorbe environ les trois quarts de ces dépenses : quelque 600 milliards, soit dix fois les estimations initiales de Donald Rumsfeld.

Rien que pour l'année 2008, les dépenses supplémentaires demandées au nom de la « guerre contre la terreur » dépasseront les 189 milliards de dollars. Pour le dire autrement : **en 2008, la « guerre contre la terreur » coûtera tous les quatre jours l'équivalent du budget ordinaire annuel de l'Organisation des Nations unies^[1]**. Et bien davantage probablement, puisque l'année 2008 est loin d'être terminée et que d'autres demandes supplémentaires pourraient encore être adressées au Congrès en cours d'exercice.

Budget de base du DoD et dépenses supplémentaires « GWOT » en milliards USD, aux prix courants



Source : « Green Books » des exercices 2001 à 2009, <http://www.defenselink.mil/comptroller/>

Cette valorisation du coût de la guerre dans le budget du DoD est cependant toujours très en dessous de la réalité. Le coût de la guerre ne se réduit pas aux dépenses inscrites au budget du DoD mais doit prendre en compte le coût social et l'impact macroéconomique de la guerre. Les 800 milliards ajoutés au budget du DoD ne tiennent en effet pas compte des intérêts sur la dette contractée pour financer la guerre, ni des soins de santé, indemnités et allocations versés aux vétérans rentrés au pays, pas plus que du coût de remplacement des équipements et capacités opérationnelles détruites ou dégradées par le conflit.

1. L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé le samedi 22 décembre 2007 un budget ordinaire de 4,17 milliards de dollars pour les années 2008-2009 (un peu plus de 2 milliards par an), les États-Unis se démarquant en votant contre. Le budget de l'ensemble du Système des Nations unies (hors FMI et Banque mondiale) tourne autour de 16 milliards annuels : il englobe le budget ordinaire, les opérations de maintien de la paix (6,8 milliards de crédits ouverts pour la période du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008), et le coût des fonds, programmes et institutions spécialisées.

3. Trois mille milliards de dollars, selon Joseph E. Stiglitz

Le coût de la restauration des capacités opérationnelles est évalué à environ 400 milliards. Mais le plus stupéfiant est la manière dont l'administration Bush dissimule les charges énormes, pour les cinquante années à venir, que représenteront les milliers de vétérans nécessitant des soins de santé ou des indemnités d'invalidité. Une simple comparaison permet de mesurer l'ampleur du problème : les vétérans de la première guerre du Golfe, entre 1990 et 1991, coûtent aujourd'hui chaque année 4,3 milliards à l'État. Or cette guerre n'avait duré que deux mois, et les États-Unis n'y perdirent que 148 hommes sur les 115 000 engagés.

À l'heure actuelle, plus 1,6 millions de soldats américains ont été déployés en Irak ou en Afghanistan. Plus de 4 000 sont morts, 65 000 ont été blessés. Sur les 750 000 hommes démobilisés à ce jour, quelque 260 000 nécessitent des soins de santé et 100 000 rencontrent des problèmes psychologiques. En 2000, le département en charge de vétérans (*Department of Veteran Affairs*) gérait 228 000 demandes d'indemnisation ; actuellement, il doit faire face à plus de 400 000 demandes et le nombre ne cesse de s'accroître. Le coût de cette détresse de milliers de familles atteindra certainement 717 milliards, selon les estimations de Joseph E. Stiglitz – « prix Nobel » d'économie en 2001 – et Linda J. Bilmes – professeur à la *Kennedy School of Government* de l'université d'Harvard^[2].

Les morts coûtent davantage encore. Le gouvernement verse 500 000 dollars en indemnités et primes d'assurance aux familles des soldats tués en opération. Ces sommes ne représentent cependant qu'une toute petite partie de ce que ces pertes de jeunes vies humaines coûteront réellement à la société. Les économistes tentent de quantifier cette perte par un calcul basé sur la *Valeur statistique de la vie* (ou VSL, « *Value of Statistical Life* »), une estimation de ce qu'une personne aurait pu gagner et apporter à l'économie si elle avait vécu jusqu'à un âge normal. Si, outre les indemnités, cet indicateur VSL (estimé à 7,2 millions de dollars pour un Américain) est appliqué à toutes les victimes décédées et proportionnellement aux invalides et handicapés, le coût social de la guerre atteint un montant compris entre 295 et 415 milliards de dollars supplémentaires³.

Enfin, la plupart des dépenses de guerre ont été financées par de l'emprunt, gonflant encore un peu plus la dette de l'État. Il en résulte une charge d'intérêts supplémentaire d'environ 615 milliards pour les dix années à venir. L'addition de toutes ces omissions et sous-évaluations de l'administration Bush donne toute la mesure de l'extravagance de la guerre en Irak : les évaluations les plus prudentes de Stiglitz et Bilmes en fixe le vrai prix à quelque 3 000 milliards de dollars ...

4. Une guerre à crédit

3 000 milliards de dollars, pour solde de tous comptes ? Certainement pas. Tout d'abord parce que certains coûts sociaux sont difficiles à quantifier (notamment les conséquences réelles pour les familles, dont un ou plusieurs membres sont parfois contraints de réduire leurs activités pour s'occuper d'un vétéran invalide). Mais également en raison de l'impact macroéconomique de la guerre. Le prix du baril de pétrole était sous les 30 dollars avant mars 2003 et a dépassé 114

2. Joseph E. Stiglitz and Linda J. Bilmes, *The Three Trillion Dollar War*, W. W. Norton & Company Inc., 2008. Outre le « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel » qu'il reçut en 2001, Joseph Stiglitz est aussi professeur à l'université Columbia (New York), ancien économiste en chef de la Banque mondiale et ancien président du *Council of Economic Advisors* sous l'administration Clinton.

3. Gary Kamiya, *The cold price of hot blood*, Salon.com, March 4, 2008, < http://www.salon.com/opinion/kamiya/2008/03/04/trillion_dollar_war/ >

dollars à New York cinq ans plus tard. La guerre n'est évidemment pas entièrement responsable de cette envolée, mais Stiglitz estime toute de même qu'elle explique 5 à 10 dollars de cette hausse, ce qui représente un poids considérable pour l'économie américaine.

C'est cependant le mode de financement de la guerre qui hypothèque le plus lourdement l'avenir de l'économie américaine. L'administration a emprunté pour financer la guerre tout en diminuant généreusement l'impôt pour les plus fortunés. Pour Robert Hormats, vice-président de Goldman Sachs International, c'est une situation tout à fait inédite : « *C'est la première guerre majeure de l'Histoire américaine dont tous les coûts additionnels sont financés par de l'emprunt. Si les partisans de la guerre jugent la guerre en Irak tellement essentielle, alors ils devraient être disposés à la payer au moins partiellement par des impôts plutôt qu'à crédit* » a-t-il déclaré lors de son audition au Sénat par le *Joint Economic Committee*^[4]. Le professeur Stiglitz confirme : « *Parce que l'administration a diminué les taxes alors que nous étions en guerre, et alors que nous avons déjà des déficits gigantesques, cette guerre a, en effet, été entièrement financée par des déficits. La dette publique a augmenté de quelque 2 500 milliards depuis le début de la guerre et, de ce montant, presque 1 000 milliards sont directement dus à la guerre elle-même. D'ici à 2017, nous estimons que la dette de l'État aura augmenté, seulement du fait de la guerre, de quelque 2 000 milliards* ». Chaque nouveau mois de guerre ajoute 10 milliards à la dette de l'État, qui dépasse désormais les 9 000 milliards de dollars^[5]. Un supplément de dette dont quelque 40% sont détenus par la Chine et quelques autres pays, surtout asiatiques.

Les auteurs de « *The Three Trillion Dollar War* » considèrent que l'Irak est au moins partiellement responsable de la crise économique actuelle aux États-Unis. Un dollar dépensé en Irak n'a évidemment pas le même effet sur l'économie qu'un dollar dépensé aux États-Unis. Pour tenter de compenser l'impact négatif de la guerre, la Réserve fédérale, alors dirigée par Alan Greenspan, n'a eu d'autre réponse que de baisser les taux d'intérêt, libérant ainsi un afflux de liquidités qui ont entraîné une relance de la consommation et une bulle immobilière, qui se transforma vite en débâcle des *subprimes* lorsque, inévitablement, furent relevés les taux d'intérêts.

La guerre a aussi un coût d'opportunité énorme, dont Stiglitz et Bilmes dressent l'inventaire en imaginant tout ce qui aurait pu être réalisé avec un investissement de plus de 400 millions de dollars par jour, tant aux États-Unis – par exemple un système de sécurité sociale universel pour les cinquante années à venir – que dans le reste du monde : 3 000 milliards sont amplement suffisants pour éradiquer la pauvreté la plus profonde sur l'ensemble de la planète, ou pour entreprendre un vaste « plan Marshall » pour le Moyen-Orient.

5. Le vrai prix de l'insécurité

Le président a voulu vendre à l'Amérique une guerre rapide, gratuite et glorieuse. Après cinq ans, l'addition s'allonge toujours à raison de 5 000 dollars par seconde. À ce rythme, la guerre en Irak est en passe de devenir la guerre la plus chère de l'Histoire, dépassant bientôt le coût de la Deuxième Guerre mondiale pour les États-Unis (5 000 milliards de dollars aux prix actuels corrigés de l'inflation). Mais les États-Unis sont un pays riche. Malgré quelques craquements dans l'économie du pays, personne ne doute, même pas Stiglitz, qu'ils peuvent se la permettre pendant encore quelque temps.

4. Nicholas D. Kristof, *Iraq, \$5,000 Per Second?*, The New York Times, March 23, 2008, < <http://www.nytimes.com/2008/03/23/opinion/23kristof.html? r=1&scp=1&sq=stiglitz+kristof&st=nyt&oref=slogin> >

5. Richard Cowan, *U.S. economists see long-term ills from Iraq war*, Reuters, March 13, 2008, < <http://www.reuters.com/article/featuredCrisis/idUSN12513456> >

On notera cependant que ces chiffres ne concernent que les États-Unis et ne reflètent aucunement le coût de la guerre pour le reste du monde, et en particulier pour l'Irak. Une étude^[6] publiée en octobre 2006 par la revue médicale britannique *The Lancet* – et conduite par des médecins de l'université Johns-Hopkins et de l'école de médecine Al-Mustansiriya de Bagdad en collaboration avec le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) – estimait que la surmortalité des Irakiens due aux conséquences de la guerre pouvaient être évaluée à 654 965 morts en juillet 2006. Un chiffre qui correspond à 2,5 % de la population, largement dépassé aujourd'hui, et dont personne n'a jusqu'à présent cherché à connaître la « valeur statistique VSL »...

Les tours de passe-passe de l'administration Bush ont des limites. Le vrai prix de la guerre ne peut être éternellement dissimulé. Des générations entières, et pas seulement d'Américains ou d'Irakiens, finiront par payer : d'abord en dollars sonnants et trébuchants, ensuite en capital de sécurité, de liberté et de démocratie. En effet, *la « guerre contre la terreur » a entraîné des restrictions aux libertés, affaibli les libertés constitutionnelles et renforcé l'intrusion de l'État dans la sphère privée des citoyens*^[7]. En 1787, l'un des Pères de la Constitution des États-Unis Alexander Hamilton estimait déjà que, pour être plus en sécurité, les citoyens étaient à la longue disposés à courir le risque de devenir moins libres^[8]. Aujourd'hui, des voix s'élèvent aux États-Unis, comme celles des juristes David Cole et Jules Lobel^[9], pour dénoncer une société à la fois moins libre et moins sûre.

* * *

Mots clés :

Irak, Bush, Stiglitz, budget, déficits, coût de la guerre

Citation :

MAMPAEY Luc, *5 000 dollars par seconde. Budgets et déficits records pour la guerre la plus chère de l'Histoire*, Note d'Analyse du GRIP, 30 avril 2008, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0922.pdf>

© 2008, GRIP - Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles - Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33 - Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.
Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.

6. Gilbert Burnham, Riyadh Lafta, Shannon Doocy, Les Roberts, *Mortality after the 2003 invasion of Iraq: a cross-sectional cluster sample survey*, *The Lancet*, publié en ligne, 11 octobre 2006, < <http://www.thelancet.com/webfiles/images/journals/lancet/s0140673606694919.pdf> >

7. Jean-Paul Marthoz, *Le retour de l'« internationalisme libéral » ?*, *Espaces de libertés*, avril 2008, pp. 11-12. Jean-Paul Marthoz vient également de publier « *La liberté sinon rien. Mes Amériques, de Bastogne à Bagdad* », éditions GRIP / Enjeux internationaux et locaux, Bruxelles, 2008. A commander sur < <http://www.grip.org> >.

8. Alexander Hamilton, *The Consequences of Hostilities Between the States*, *The Federalist*, N° 8, mardi 20 novembre 1787. < <http://www.constitution.org/fed/federa08htm> >

9. Cités par Jean-Paul Marthoz, ib.